

Articles

- 1 Éditorial : Le dessaisissement nouveau est arrivé, par *Benoît Van Keirsbilck*
- Quel est l'état actuel et quelles sont les perspectives d'avenir de la reconnaissance juridique du beau-parent dans les familles recomposées ? par Maïté Beague
- **22** La nouvelle procédure de dessaisissement, par *Thomas Henrion*
- 30 Le dessaisissement et ses suites, par *Pierre Rans*

Documents

- 38 Motion déposée par MM Yserbyt (CDH) et Gennen (PS) en suite des auditions organisées en Commission de la Santé, des matières sociales et de l'aide à la jeunesse relative à la prise en charge de la délinquance juvénile
- Protocole conclu le 22 février 2007 entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant l'organisation d'un trajet de soins pour les jeunes avec une problématique psychiatrique qui tombent sous le champ d'application de l'article 36, 4° et de l'article 52 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, comme sous-partie d'un programme de soins pour les enfants et les jeunes
- **46** Règlement de l'O.B.F.G du 11 juin 2007 sur la spécialisation

Jurisprudence

Trib. Jeun. Bruxelles – 21 septembre 2005

Protection de la jeunesse – Loi du 8 avril 1965 - Pièces du dossier (procès verbaux, examen neuropsychiatrique et psychosocial, rapport médico-psychologique) – Art. 50 et 55 – Accès au mineur et à la partie civile

48

Civ. de Namur (réf.) - 3 février 2006

Droit des étrangers - Demande de délivrance d'un document de séjour - Mère en situation légale d'un enfant en situation illégale - Demande de regroupement familial (art. 10 de la loi du 15 décembre 1980) irrecevable - Recours en annulation au Conseil d'État pendant - Demande de régularisation (art. 9 al. 3 de la loi du 15 décembre 1980) en cours - Incertitude de la situation de séjour pendant l'examen des procédures - Préjudice à l'enfant - Condamnation

Liège (ch. Jeunesse) – 10 juillet 2007

Protection judiciaire de la jeunesse – Tribunal de la jeunesse – Compétence territoriale – Mineur étranger non accompagné – Résidence des parents, tuteurs ou personne qui ont la garde inconnue – Tuteur ad hoc (pour les mineurs étrangers non accompagnés) non encore désigné – Compétence du tribunal du lieu de la commission du fait qualifié infraction

52

Liège (Ch. Jeunesse) – 14 juin 2007

Protection judiciaire de la jeunesse – Faits qualifiés infractions – Ordonnances imposant des prestations éducatives non respectées – Jugement acceptant un projet du jeune visant à accomplir des prestations éducatives – Ordonnance subséquente de placement en IPPJ – Superposition de saisines en phase provisoire et au fond – Projet du jeune – Appréciation de sa réalisation

53

Fiche - JDJ

55 L'établissement de la filiation et sa contestation

